

LA LETTRE DE L'ACTIONNAIRE

Sommaire - **2 RÉSULTATS** • Les résultats annuels 2012 - **4 REPÈRES** • Agenda • Vie de l'action • Assemblée générale 2013 - **5 STRATÉGIE** • La maîtrise des risques au cœur de notre activité - **6 CONJONCTURE** • Quelles perspectives économiques pour l'année 2013? - **8 RSE & CITOYENNETÉ** • Des relations fournisseurs responsables • Fondation Société Générale pour la solidarité



© Véronique Védrenne

Frédéric Oudéa,
Président-Directeur général

Édito

Cher actionnaire,

Société Générale a poursuivi avec succès sa transformation en 2012 et a réussi, dans un environnement économique perturbé, à maintenir un bon niveau d'activité au service de ses clients et du financement de l'économie.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 774 millions d'euros et le produit net bancaire à 23 110 millions d'euros. Ces résultats intègrent à hauteur de - 2 594 millions d'euros l'impact négatif des cessions d'activités et d'actifs de la Banque de financement et d'investissement (BFI) et l'élément non économique lié à la valorisation de la dette

de Société Générale, qui s'est améliorée avec le retour à la confiance. Corrigé de ces éléments, le résultat net part du Groupe atteint 3 368 millions d'euros, reflétant la bonne performance des métiers et la maîtrise des coûts.

Tous les objectifs de transformation fixés en début d'année ont été atteints et se sont traduits par des évolutions structurelles fortes: achèvement du programme de réduction de la taille de bilan de la BFI, amélioration très satisfaisante de la structure de financement du Groupe, cessions d'activités (filiale grecque Geniki, filiale de gestion d'actifs aux États-Unis TCW, accord de cession de la filiale égyptienne NSGB).

Ces actions, couplées aux résultats solides des métiers, permettent au Groupe de renforcer significativement sa solidité financière, tant en matière de liquidité que de capital, avec un niveau de ratio Core Tier 1 « Bale 2.5 » de 10,7 %, en hausse de 165 points de base sur un an. Le Groupe considère comme sécurisée l'atteinte de son objectif de ratio Core Tier 1 « Bale 3 » compris entre 9 et 9,5 % à fin 2013.

+ LIRE LA SUITE PAGE 2

CHIFFRES CLÉS

ANNÉE 2012

3 368 M EUR

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE SOUS-JACENT^(a)

774 M EUR

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE COMPTABLE

0,45 EUR

DIVIDENDE PROPOSE,
OPTION DE PAIEMENT EN ACTIONS

25 Md EUR (- 0,3 % vs. 2011)

PRODUIT NET BANCAIRE^(a)

- 4,1 %* vs. 2011

POURSUITE DE LA BAISSÉ
DES FRAIS DE GESTION

10,7 %^(b) RATIO CORE TIER 1

(+ 165 points de base)

PROGRESSION SIGNIFICATIVE

4^E TRIMESTRE 2012

5,9 Md EUR (- 1,0 % vs. T4-11)

PRODUIT NET BANCAIRE^(a)

0,5 Md EUR

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE SOUS-JACENT^(a)

(a) Hors éléments non économiques ou non récurrents et actifs gérés en extinction.

(b) Selon les normes ABE Bale 2.5 (normes Bale 2 intégrant les exigences de la CRD 3).

* à périmètre et taux de change constants.

0 800 850 820

(APPEL GRATUIT
DEPUIS UN POSTE FIXE
EN FRANCE)

www.societegenerale.com
Twitter: @SocieteGenerale

societegenerale@relations-actionnaires.com

Société Générale DEVL/INV
Relations actionnaires individuels
75886 Paris cedex 18

DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'ÉQUIPE  SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Édito (suite)

Ces réalisations ont aussi permis de réaliser une première étape dans la revalorisation boursière de l'action Société Générale (+ 64,7 % en 2012).

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende de 0,45 euro par action, assorti d'une option de paiement du dividende en actions, correspondant à un taux de distribution de 26 % du résultat net part du Groupe, hors effet de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre.

En 2013, Société Générale va engager la deuxième phase de son plan Ambition SG 2015 avec, pour objectif, le renforcement de son efficacité commerciale et opérationnelle. Le Groupe va ainsi consolider son modèle de banque universelle, centré sur trois piliers qui correspondent aux métiers cœur sur lesquels le Groupe dispose de franchises solides et d'expertises reconnues : le pilier de la Banque de détail en France qui recouvre le périmètre actuel (Société Générale, Crédit du Nord, Boursorama), un nouveau pilier de Banque de détail et Services financiers à l'international, créé par le rapprochement des pôles Réseaux internationaux et Services financiers spécialisés et Assurances, et un nouveau pilier regroupant les activités de BFI et de Banque privée, Gestion d'actifs & Services aux investisseurs. C'est en poursuivant son adaptation face au nouveau contexte économique et réglementaire et aux évolutions des attentes des clients que Société Générale confortera le potentiel de croissance et de rentabilité de ses métiers à moyen terme.

Je vous remercie de votre confiance.

Frédéric Oudéa,
Président-Directeur général



LES RÉSULTATS

L'année 2012 marque le franchissement d'étapes clés dans les actions de transformation du Groupe. Les métiers affichent de bonnes performances sous contrainte de ressources.

Réseaux FRANCE

Dans un environnement macroéconomique dégradé, les **Réseaux France** affichent une activité commerciale satisfaisante et démontrent à nouveau la solidité de leurs fonds de commerce. Le nombre de clients particuliers des trois enseignes (Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama) a dépassé 11 millions en cours d'année. Dans un contexte de concurrence toujours vive sur la collecte d'épargne, les encours de dépôts bilanciaux progressent de + 5,4 %. Cette croissance s'accompagne d'une collecte nette positive d'assurance-vie, dans un marché pour la première fois en décollecte nette.

Les Réseaux France restent pleinement engagés auprès de leurs clients et continuent de soutenir activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets comme en témoigne la progression des encours de crédits de + 3,2 %. Les encours de crédits aux entreprises progressent de + 3,4 % et les encours de crédits aux particuliers de + 2,9 %, tirés par la progression des encours de crédits immobiliers (+ 3,5 %). Ces derniers sont en ligne avec le marché, mais néanmoins en repli marqué, en raison de la faiblesse de la demande.

Le ratio crédits/dépôts moyen s'élève à 124 % contre 127 % en 2011 et s'améliore ainsi de 3 points.

Réseaux INTERNATIONAUX

L'année a été marquée par deux événements majeurs au sein des Réseaux Internationaux : le Groupe a cédé la totalité de sa participation dans la filiale Geniki à

Piraeus Bank en décembre, et a accepté l'offre de Qatar National Bank (QNB) en août, pour l'acquisition de sa participation majoritaire dans la filiale égyptienne, National Société Générale Bank (NSGB). Le Groupe a également procédé à une rationalisation de ses activités en Russie, en cédant sa filiale biélorusse et son activité de recouvrement. Ces décisions ne traduisent cependant pas d'inflexion dans la stratégie de développement du Groupe à l'international qui continue d'orienter son activité selon les axes suivants : la création d'un acteur de premier plan en Russie, le développement ciblé dans des pays à fort potentiel de développement ou de bancarisation.

En Russie, la transformation de la filiale Rosbank s'est accélérée, et les mesures d'amélioration de l'efficacité opérationnelle se sont poursuivies tout au long de l'année. La stratégie commerciale axée sur l'accroissement des crédits en rouble s'est traduite par une progression annuelle des revenus de + 1,5 %, toujours soutenus par une activité de crédits aux particuliers robuste. **En République tchèque**, Komerční Banka a affiché une activité dynamique sur l'année tant sur les crédits (+ 4,8 %) que les dépôts (+ 3,9 %). **En Roumanie** (BRD), en réponse à un environnement durablement dégradé, le Groupe a maintenu une politique d'octroi de crédits sélective tout en renforçant sa base de dépôts (+ 5,1 %). Dans les **autres pays d'Europe centrale et orientale, hors Grèce**, la forte collecte des dépôts s'est poursuivie tout au long de l'année (+ 7,5 %) et l'activité de crédits est restée dynamique (+ 2,5 %).

Dans le **Bassin méditerranéen** et en **Afrique Sub-saharienne**, les revenus sont en progression et le Groupe a densifié son réseau de respectivement 17 et 21 agences.

Banque de financement et D'INVESTISSEMENT

La Banque de Financement et d'Investissement a continué sa transformation vers un modèle centré sur ses clients, avec un profil de risque maîtrisé à

ANNUELS 2012

et une consommation de ressources rares limitée, tout en extériorisant des résultats solides. Les revenus des activités pérennes (hors décote nette sur les crédits cédés) sont en hausse de + 4,9 %.

Sur les activités **Actions**, les revenus sont en baisse de - 12,4 % dans un marché caractérisé par de faibles volumes, en particulier en Europe. La banque conserve des positions de premier plan sur les marchés warrants (n°1 mondial) et ETF (n°3 européen). L'expertise de Lyxor, notamment en gestion alternative et gestion indicelle, a été de nouveau reconnue, sa plateforme de comptes gérés ayant été récompensée plusieurs fois en 2012.

Les activités **Taux, Change et Matières premières** extériorisent des revenus en forte hausse de + 58 %, bénéficiant d'un environnement de marché favorable et du dynamisme de son fonds de commerce, après une année 2011 très marquée par la crise de la zone euro.

Les revenus des métiers de **Financement et Conseil** sont marqués par l'impact négatif du plan de cessions de crédits. Hors décote sur les cessions réalisées, les revenus baissent de - 16,4 % en conséquence notamment du recentrage de nos activités.

Le Groupe a continué sa politique de ventes d'**actifs gérés en extinction** avec une réduction des encours de - 10,5 Md EUR sur l'année.

Services financiers spécialisés

ET ASSURANCES

Dans un environnement contraint, les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** affichent des résultats en nette progression qui s'inscrivent dans un contexte de baisse des encours pondérés (- 3,9 % vs. fin 2011). Le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** poursuit la croissance maîtrisée de son parc automobile (+ 4,2 %^(a) vs. fin 2011). ALD Automotive a consolidé sa position de leader européen notamment au travers du développement d'accords de partenariats avec des constructeurs automobiles ou des réseaux bancaires. La production des activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** et de **Crédit à la consommation** est en repli de respectivement - 11,1 %* et - 3,7 %*. L'activité **Assurances** affiche de bonnes performances malgré un environnement dégradé, avec des revenus en hausse de + 12,5 %*.

Gestion d'actifs

ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

Banque Privée

La Banque Privée consolide son fonds de commerce malgré l'incertitude des marchés et la prudence des investisseurs. Les actifs gérés sont en progression de + 1,5 %.



Le Groupe à l'international continue d'orienter son activité selon les axes stratégiques suivants : la création d'un acteur de premier plan en Russie, le développement ciblé dans des pays à fort potentiel de développement ou de bancarisation.



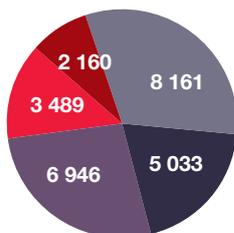
Gestion d'Actifs

La cession de TCW à Carlyle Group et au management de TCW a été finalisée en février 2013. La contribution d'Amundi est de 115 M EUR en 2012, contre 98 M EUR en 2011.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Les activités Services aux Investisseurs démontrent une bonne dynamique commerciale avec la signature en fin d'année de mandats nouveaux, avec Swiss Life AM, Allianz GIF et Aberdeen AM. Les actifs en conservation et administrés progressent respectivement de + 3,6 % et + 10,4 %. Dans un volume global de marché en baisse, Newedge renforce sa part de marché à 11,8 %.

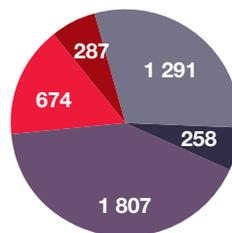
Contribution des métiers au Produit Net Bancaire sous jacent^(b) en 2012



■ Réseaux France ■ Réseaux Internationaux
■ Services financiers spécialisés et Assurances

en M EUR

Contribution des métiers au Résultat Net Part du Groupe sous jacent^(b) en 2012



■ Banque de financement et d'investissement
■ Gestion d'actifs et services aux investisseurs

Hors PÔLES

Les revenus du **Hors Pôles** intègrent en particulier la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe et la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits aux entreprises.

* À périmètre et taux de change constants

(a) À isopérimètre

(b) Hors éléments non économiques ou récurrents et actifs gérés en extinction.

NB : Tous les pourcentages de variation sont calculés sur base année 2012 versus année 2011. Les ratios calculés sur une base différente font l'objet d'une mention explicite.

➤ www.societegenerale.com/actionnaire

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2013

Le Groupe tiendra son Assemblée générale le mercredi 22 mai prochain à 16h, à l'Espace Grande Arche à la Défense.

Consultation préalable

Dans le cadre de la préparation de cette rencontre, le Service des relations actionnaires individuels souhaite identifier vos attentes et vous proposera en mars de répondre à un questionnaire, qui vous sera adressé par courrier électronique. Votre participation à cette consultation nous permettra de répondre au mieux, lors de l'Assemblée générale, aux questions que vous vous posez.

Si vous souhaitez être interrogé(e) et ainsi nous faire part de vos attentes, vous devez nous avoir préalablement communiqué votre adresse email. Dans le cas où vous n'auriez pas encore eu l'occasion de le faire, nous vous invitons à créer, dès maintenant, votre compte sur MON espace actionnaire, site personnalisé et sécurisé.

Accédez à la page d'identification et de connexion à MON espace actionnaire via l'adresse suivante : societegenerale.com/mon-espace-actionnaire

Pour toute assistance lors de la création de votre compte, vous pouvez contacter le Service des relations actionnaires individuels
N° Vert 0 800 850 820 (touche 5)

Le vote par internet accessible à tous

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2013
 cliquez, votez

Pour plus de simplicité et permettre au plus grand nombre d'actionnaires de voter, vous avez la possibilité d'effectuer l'ensemble de vos démarches – consultation de la convocation, demande de carte d'admission, vote préalable, pouvoir au Président ou à un tiers – sur Internet à partir du **22 avril 2013** :

■ **Actionnaire au porteur** : si l'établissement financier qui gère vos titres a adhéré au système Votaccess, il vous suffit désormais de vous connecter sur votre espace client, pour consulter les documents relatifs à l'Assemblée générale et voter. Dans le cas où votre intermédiaire financier n'aurait pas encore adhéré au système Votaccess, contactez-le afin d'obtenir vos codes d'accès puis, à réception de ceux-ci, connectez-vous sur le site www.ag.societegenerale.com

■ **Actionnaire au nominatif pur** : accédez au site de vote directement depuis Nominet www.nominet.socgen.com en utilisant vos identifiants habituels. Vous pouvez également demander à recevoir votre convocation par courrier électronique.

Agenda

- 14 mars 2013**
Rencontre actionnaires à Lille
- 8 avril 2013**
Rencontre actionnaires à Bordeaux
- 7 mai 2013**
Résultats du 1^{er} trimestre 2013
- 22 mai 2013**
Assemblée générale à Paris
- 29 mai 2013**
Détachement du dividende
- 29 mai au 12 juin 2013**
Option pour le paiement en actions*
- 24 juin 2013**
Mise en paiement du dividende

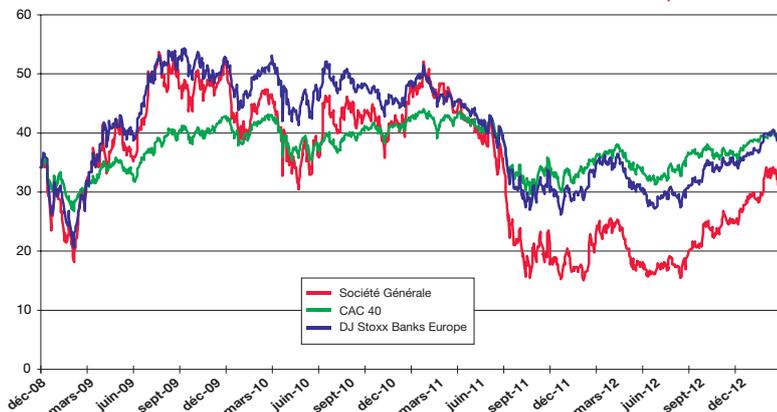
* Le prix d'émission des actions nouvelles sera égal à 90 % du montant résultant du calcul de la moyenne des premiers cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision de mise en distribution diminuée du montant du dividende et arrondi au centime d'euro supérieur.

■ **Actionnaire au nominatif administré** : connectez-vous sur le site www.ag.societegenerale.com après réception de vos codes d'accès par courrier postal et/ou courrier électronique.

Pour plus d'information, consultez la rubrique Guide actionnaire sur notre site www.societegenerale.com/actionnaire. L'Assemblée générale sera retransmise en direct et en différé sur le site www.societegenerale.com

Vie de l'action

Cours de clôture de l'action Société Générale au 12/02/2013 : 32,67 €



www.societegenerale.com

Les recommandations DES ANALYSTES

Consensus Bloomberg au 20/02/13 : 43,2 % sont à l'achat, 37,8 % sont neutres, 18,9 % sont à la vente.

La moyenne des objectifs de cours s'établit à 34,11 €.

Sélection d'opinions de marché et objectifs de cours de l'action Société Générale parmi les analyses les plus récentes :

| | | |
|-------------------------|--------------------|------------------------|
| HSBC | → Surpondéré | [19/02/2013 – 40 €] |
| JP Morgan | → Surpondéré | [15/02/2013 – 37 €] |
| Exane BNP Paribas | → Surperformance | [15/02/2013 – 38 €] |
| Deutsche Bank | → Conserver | [14/02/2013 – 31 €] |
| Natixis | → Neutre | [14/02/2013 – 37 €] |
| Nomura | → Achat | [14/02/2013 – 36 €] |
| Goldman Sachs | → Neutre | [13/02/2013 – 42 €] |
| Credit Suisse | → Surperformance | [13/02/2013 – 40,90 €] |
| Keefe, Bruyette & Woods | → Surperformance | [13/02/2013 – 43,80 €] |
| CA Chevreux | → Sous-performance | [07/02/2013 – 35 €] |

Culture Risques

LA MAÎTRISE DES RISQUES AU CŒUR DE NOTRE ACTIVITÉ



© Philippe Bauduin

Claire Dumas,
Directrice du programme ERM, Enterprise
Risk Management

La prise de risque est au cœur de toutes nos activités de banquier. Rencontre avec Claire Dumas, Directrice du programme ERM, Enterprise Risk Management.

Être banquier, c'est savoir prendre des risques pour financer l'économie. Dans le contexte économique actuel, la maîtrise de tous les risques apparaît plus que jamais comme une attente forte de la part des clients, des établissements bancaires, des régulateurs, agences de notation et plus généralement de l'opinion publique. C'est dans ce cadre, que nous avons lancé en 2011 le programme ERM.

Source de valeur pour le Groupe

L'ambition est de faire en sorte que la maîtrise des risques soit un véritable facteur

différenciant pour Société Générale, une source d'opportunités et de création de valeur. Par exemple, lorsque nous accordons un prêt à une collectivité, que nous remettons un moyen de paiement à un particulier, ou que nous aidons une entreprise à se financer sur les marchés financiers, nous prenons toute une série de risques : contrepartie, marché, opérationnels, etc. Pour protéger et satisfaire nos clients, nous plaçons la connaissance, la compréhension et la maîtrise des risques au cœur de notre expertise.



L'un des facteurs clés de succès, d'efficacité et de performance de notre entreprise



Au cœur de la gestion opérationnelle des métiers de la banque

Dans cet esprit, l'ensemble des actions du programme ERM vise à replacer la maîtrise des risques au cœur de la gestion

opérationnelle des métiers de la banque. Elles ont été définies selon trois axes majeurs. Le pilotage stratégique d'une part, dont la vocation est de renforcer l'évaluation et la prévention des risques encourus; la rationalisation des dispositifs de contrôle d'autre part, qui doit garantir une meilleure sécurité des transactions via un dispositif de contrôle efficace. Enfin, le renforcement d'une Culture Risques solide de tous les collaborateurs à tous les échelons du Groupe; c'est grâce à ce comportement qui est au cœur de la satisfaction client que nous pourrions accroître de façon simple, efficace et durable la rentabilité de nos activités.

Connaître, maîtriser, se sentir responsable

Cette culture commune constitue effectivement le meilleur garant de la qualité de la gestion des risques de la banque. C'est aussi l'occasion pour nous d'être un employeur de référence en matière de maîtrise des risques : la gestion et la maîtrise des risques que nous prenons dans l'entreprise est un enjeu qui implique chacun de nos collaborateurs, individuellement et collectivement. C'est là l'un des facteurs clés de succès, d'efficacité et de performance de notre entreprise.

CULTURE RISQUES

La Culture Risques peut être définie comme l'ensemble des normes et des traditions du comportement des individus au sein du Groupe qui détermine la façon dont on identifie, comprend, évalue, accepte et traite les risques auxquels le Groupe fait face et les risques qu'il prend. Elle se traduit par la mise en place de mesures de prévention efficaces conduisant à une gestion éclairée du risque, fondée sur l'anticipation et le sens des responsabilités de chacun et de la collectivité, visant à réduire le coût du risque pour le Groupe.



© Tom Grill / Corbis / Graphic Obsession

QUELLES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR L'ANNÉE 2013 ?



© Contextes

Benoît Heitz

Responsable des Prévisions économiques mondiales chez Société Générale

Moins de risques en 2013 mais guère plus de croissance qu'en 2012. Une analyse de Benoît Heitz, Responsable des Prévisions économiques mondiales chez Société Générale.

Les craintes systémiques qui ont prévalu en 2012 se sont nettement apaisées. D'une part, les annonces de la Banque centrale européenne (BCE) de son nouveau mécanisme d'intervention sur les marchés de dette publique (les OMT ou « opérations monétaires sur titres ») et les progrès institutionnels de la zone euro (avec notamment l'amorce d'un mouvement

vers une union bancaire et le lancement du Mécanisme européen de stabilité) ont permis d'éloigner le risque d'un scénario catastrophe en zone euro. D'autre part, l'accord de dernière minute sur la « falaise budgétaire » aux États-Unis a éliminé le risque d'un freinage brutal au début de 2013, même si tous les problèmes ne sont pas encore résolus. L'année 2013 commence

donc dans un environnement plus serein que l'année précédente.

Pour autant, sur le front de la croissance, aucune véritable amélioration n'est attendue avant 2014. En effet, après le net ralentissement enregistré en 2012 par les pays développés, l'activité y resterait très affaiblie en 2013: dans la zone euro, elle se stabiliserait tout juste cette année, après la baisse enregistrée en 2012, du fait de la poursuite de la récession dans la périphérie alors que la croissance serait tout juste positive dans le cœur de la zone euro; les États-Unis ne connaîtraient pas d'accélération sensible de l'activité et la situation sur le marché du travail resterait dégradée; le Royaume-Uni ne rebondirait que faiblement, pénalisé notamment par le repli du crédit aux entreprises en dépit des efforts de la Banque d'Angleterre; après le soutien temporaire apporté par les travaux de reconstruction, le Japon ralentirait. Notamment, l'ajustement budgétaire pèserait nettement sur l'activité, mais avec des intensités variables selon les pays: il serait le plus prononcé dans les pays du Sud de la zone euro qui sortiraient de récession, au mieux, en 2014.

En revanche, la croissance dans les économies émergentes semble avoir déjà atteint son point bas, un début d'accélération commençant à se faire sentir après une année 2012 décevante. Cette accélération serait néanmoins très progressive, du fait de l'atonie de l'activité dans les économies développées notamment.

Au total, l'économie mondiale accélérerait à peine en 2013 après une année 2012 pourtant très faible.

Des ajustements pour les économies développées, notamment en zone euro

Si les tensions financières ont reflué, les causes de la crise de la zone euro restent à traiter. Et, malheureusement, il n'existe aucun remède rapide, seuls des efforts prolongés sont de nature à les traiter.

L'excès d'endettement public, qui se double dans certains cas d'un excès d'endettement privé, est toujours présent. Les mesures d'ajustement budgétaire devront être poursuivies encore plusieurs années, les pays les plus avancés dans cette voie en étant encore tout juste à la stabilisation de leurs ratios de dette. En outre, l'ajustement des systèmes bancaires, voire leur restructuration dans le cas de l'Irlande et de

l'Espagne, est toujours en cours. Au total, la crise actuelle a certes passé un cap en intensité sur le plan financier mais elle est maintenant installée dans la durée sur le plan de l'économie réelle.

De plus, ce problème est loin de ne concerner que la zone euro. Ainsi, aux États-Unis, si le désendettement privé est bien amorcé, la dette publique ne cesse de gonfler et, rapportée au PIB, elle dépasse maintenant celle de la zone euro. Le Royaume-Uni connaît aussi un gonflement rapide de sa dette publique et il a récemment été contraint de repousser de plusieurs années l'objectif de stabilisation de sa dette. Et le Japon est toujours confronté à une dette publique record qui progresse encore.

FRANCE: DES AVANCÉES SUR LE FRONT DES RÉFORMES STRUCTURELLES

Au-delà des questions de croissance et de finances publiques, les faiblesses plus structurelles de l'économie française sont régulièrement pointées. Il s'agit notamment du manque de compétitivité de ses entreprises et du fonctionnement trop rigide de son marché du travail. Sur ces deux fronts, des réformes importantes ont été annoncées récemment: le Crédit d'impôts compétitivité emplois (CICE) et l'accord du 11 janvier pour un nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité et de l'emploi.

Le CICE vise à adresser le problème de déficit de compétitivité et à soutenir l'emploi en réduisant le coût du travail. Pour ce faire, il prend la forme d'un crédit d'impôt aux entreprises qui est calculé sur la base de la masse salariale brute versée. Il représentera en 2016, à l'issue de sa période de montée en charge, une enveloppe de 20 milliards d'euros par an. Son financement repose pour moitié sur des réductions de dépenses publiques et pour moitié sur des hausses d'impôts (principalement une hausse de TVA au 1^{er} janvier 2014 mais également une nouvelle fiscalité écologique). Cette baisse de charge est tout à fait significative, puisqu'elle est d'une ampleur proche de celle des allègements de charges sur les bas salaires (23 milliards d'euros), mais elle vient après une hausse de 11 milliards d'euros dans la loi de finances 2013 des prélèvements sur les entreprises. En outre, ses effets positifs (via la baisse du coût du travail) comme négatifs (via son

Ces ajustements budgétaires devraient par conséquent peser durablement sur l'activité des pays développés. Néanmoins, le reflux des tensions financières laisse espérer qu'ils pourraient se faire plus progressivement à l'avenir, permettant ainsi un redémarrage progressif de l'activité à l'horizon 2014. Ce serait notamment le cas des pays périphériques de la zone euro, qui ont dû mettre en œuvre des plans d'austérité particulièrement sévères alors même que leurs économies étaient déjà mises à rude épreuve par la crise: un ajustement plus progressif des finances publiques à partir de 2014 pourrait permettre une sortie, quoique lente et progressive, de la récession.

volet financement) ne se feront sentir que progressivement du fait de l'étalement dans le temps de la mise en œuvre du CICE.

L'accord du 11 janvier vise pour sa part à rendre plus flexible le marché du travail en contrepartie d'éléments de sécurisation pour les salariés. Ainsi, les entreprises auraient la possibilité, en cas de graves difficultés conjoncturelles, de conclure des accords d'entreprise afin d'ajuster le temps de travail et les salaires en échange du maintien dans l'emploi. De plus, l'accord doit permettre de raccourcir et simplifier les procédures de licenciement, et d'en réduire l'incertitude juridique. Notamment, la procédure de licenciement économique pourrait être allégée par des accords majoritaires d'entreprise, ou à défaut par homologation par l'administration; les délais de contestation d'un licenciement seraient raccourcis de 5 à 2 ans; la conciliation prud'homale serait facilitée par l'introduction d'un barème des indemnités. En contrepartie, la couverture complémentaire des frais de santé (« mutuelle ») serait généralisée et le recours aux CDD serait pénalisé par un alourdissement des cotisations chômage payées par l'employeur. Néanmoins, de par leur nature et du fait des délais nécessaires à la transposition de l'accord dans la loi, ces mesures ne feront sentir leurs effets que progressivement. En outre, une plus grande flexibilité réduit certes les freins à l'embauche mais seule une amélioration des perspectives d'activité est de nature à relancer des créations d'emplois.

RSE

Des relations fournisseurs responsables



© Martin Barraud - Graphic Obsession

Société Générale a reçu, en décembre dernier, le label Relations Fournisseurs Responsables de la part de Médiation Inter-entreprises.

Parmi quatre entreprises distinguées, Société Générale est le seul établissement bancaire à accéder à cette labellisation qui atteste des engagements pris par la banque dans le cadre de la Charte des relations inter-entreprises, qu'elle a signée en juin 2010. Cette charte définit dix engagements pour des achats responsables et témoigne d'une volonté d'instaurer un cadre de confiance réciproque entre les grands donneurs d'ordre signataires et leurs fournisseurs.

Depuis deux ans, la direction des achats du Groupe a engagé des actions concrètes en faveur de ces dix engagements : la nomination d'un médiateur interne, l'intégration de deux clauses portant sur la médiation et la RSE

dans les contrats, la sensibilisation de 100 % des acheteurs à la RSE et à la charte, le suivi de la performance environnementale des fournisseurs via Ecovadis.

L'engagement de Société Générale en faveur de relations partenariales pérennes et équilibrées avec ses fournisseurs s'inscrit dans le cadre d'une démarche de responsabilité sociale et d'innovation globale. Première banque signataire du Pacte PME en 2007, Société Générale n'a cessé de renforcer son implication auprès des PME. Fin 2011, 30 % des dépenses du Groupe en France étaient réalisées avec des PME, soit un montant de 880 millions d'euros. Ce montant, en progression de 45 % entre 2006 et 2011, marque une réelle volonté de construire, avec ses partenaires, la banque de demain.

[+ http://rse.societegenerale.com/](http://rse.societegenerale.com/)

Citoyenneté

Fondation Société Générale pour la solidarité

Depuis sa création en 2006, la Fondation d'entreprise Société Générale pour la Solidarité intervient en faveur de l'insertion professionnelle, notamment autour de deux axes : l'aide à l'entrée des jeunes dans la vite active, et la lutte contre l'illettrisme.

La Fondation Société Générale a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi de ceux qui sont ou risquent de se retrouver éloignés du marché du travail. Ainsi, elle privilégie les projets qui serviront de relais ou de tremplins efficaces : accompagnement vers l'emploi, chantiers ou entreprises d'insertion, découverte du monde de l'entreprise... Autant de passerelles vers une insertion durable dans la vie active.

Maîtriser les savoirs de base est un passage obligé pour une insertion professionnelle réussie. La Fondation s'attache donc à soutenir des actions de lutte contre l'illettrisme pour des publics en difficulté.

Dotée d'un budget annuel de 2,5 millions d'euros, la Fondation a noué plusieurs partenariats pérennes avec des associations d'envergure internationale et nationale, comme CARE, ADIE, Casa do Zezinho, Kids Company, Emmaüs Défi, Apprentis d'Auteuil.



© Julien Magre

[+ www.societegenerale.com/nos-engagements/solidarite/fondation-solidarite](http://www.societegenerale.com/nos-engagements/solidarite/fondation-solidarite)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. S.A. au capital de 975 341 533,75 euros – SIÈGE SOCIAL à Paris, 29 bd Haussmann – 552 120 222 00013 R.C.S. Paris, Direction de la Communication –
 ADRESSE POSTALE : Tours Société Générale, 75886 Paris Cedex 18 – DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Caroline Guillaumin –
 RÉALISATION : Studio Société Générale – DÉPÔT LÉGAL : février 2013 – ISSN : 1258-8679 – Impression : Galiote-Prenant - 94400 VITRY SUR SEINE
 Loi n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vos droits d'accès, de rectification et d'opposition à nos fichiers
 peuvent être exercés auprès du service Relations actionnaires individuels.